

MGI GROUPE

COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2015

- BILAN
- COMPTE DE RESULTAT
- TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES
- TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE
- ANNEXE

K€

ACTIF	au 30 juin	au 31 décembre
	2015	2014
Ecart d'acquisitions net	1 157	446
Immobilisations incorporelles en cours	17 653	15 316
Immobilisations incorporelles nettes	2 790	450
Immobilisations corporelles nettes	8 107	8 645
Immobilisations financières nettes	551	1 475
Titres mis en équivalence	29	29
Total de l'actif immobilisé	30 287	26 361
Stocks en cours	19 169	13 188
Clients et comptes rattachés	7 191	4 872
Autres créances	3 996	3 960
Impôts différés actifs	609	474
Disponibilités	14 432	18 414
Total de l'actif circulant	45 397	40 908
Charges constatées d'avance	343	236
Ecart de conversion actif	-	1
TOTAL DE L'ACTIF	76 027	67 506

K€

PASSIF	au 30 juin	au 31 décembre
	2015	2014
Capital	5 504	5 504
Primes d'émission	19 991	19 991
Réserves consolidées	29 097	22 040
Réserves de conversion	- 1	28
Provisions réglementées		
Subvention d'équipement	69	71
Résultat de l'exercice	3 725	6 276
Total capitaux propres du groupe	58 385	53 910
Capitaux minoritaires hors groupe	11	1
Avances conditionnées OSEO	2 910	2 910
Provisions pour risques et charges	274	268
Emprunts et dettes financières	6 344	3 139
Fournisseurs et comptes rattachés	4 119	4 476
Dettes sociales et fiscales	2 157	1 683
Impôts différés passifs	69	
Autres dettes	1 529	946
Total des dettes	14 218	10 244
Produits constatés d'avance	229	173
Ecart de conversion passif		
TOTAL DU PASSIF	76 027	67 506

GROUPE MGI	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE SEMESTRIEL
-------------------	--

K€

au 30 juin

	2015	2014
Chiffres d'affaires	22 315	15 371
Autres produits d'exploitation	6 207	3 085
Produits d'exploitation	28 522	18 456
Achats et variation de stocks	12 061	6 222
Autres charges externes	4 890	3 754
Charges de personnel	5 198	3 152
Impôts et taxes	280	244
Dotations aux amortissements et provisions	1 146	1 070
Autres charges	11	16
Charges d'exploitation	23 586	14 458
RESULTAT D EXPLOITATION	4 936	3 998
Produits financiers	265	266
Charges financières	174	242
RESULTAT FINANCIER	91	24
RESULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGREES	5 027	4 022
RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 92	31
Impôts courant sur le résultat	- 1 300	- 889
Impôt différé	134	124
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	3 769	3 040
Résultat des sociétés mises en équivalence	-	1
Dotations aux amortissements liés aux écarts d'acquisition	- 40	- 19
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	3 729	3 020
Intérêts minoritaires	- 4	-
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	3 725	3 020
Résultat par action (en €)	0,68	0,55
Résultat par action dilué	0,67	0,54

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

CAPITAUX PROPRES DU GROUPE	CAPITAL	PRIMES RESERVES	RESULTAT CONSOLIDE	RESERVE DE CONVERSION	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	TOTAL
31-déc-13	4 954	23 988	5 369	- 29		34 282
Affectation résultat n-1		5 369	- 5 369			-
Augmentation de capital	550	12 839				13 389
Variation des réserves consolidés		341				341
Actions propres		- 452				- 452
Variation des réserves de conversion				58		58
Provisions règlementées		- 55				- 55
Subvention d'équipement					71	71
Résultat de l'exercice n			6 276			6 276
31-déc-14	5 504	42 030	6 276	29	71	53 910
Affectation résultat n-1		6 276	- 6 276			-
Augmentation de capital						-
Variation des réserves consolidés		696				696
Variation Actions propres		87				87
Variation des réserves de conversion				- 31		- 31
Provisions règlementées						-
Subvention d'équipement					- 2	- 2
Résultat de l'exercice n			3 725			3 725
30-juin-15	5 504	49 089	3 725	- 2	69	58 385

TABLEAUX CONSOLIDES DES FLUX DE TRESORERIE

	2015 30-juin	2014 31-déc
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	3 725	6 276
Elimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
Amortissements et provisions nets	1 146	2 203
Plus ou moins values de cession nettes d'impôt	31	
Quote part des actionnaires minoritaires	10	
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	4 912	8 479
Variation des créances d'exploitation	- 8 650	- 6 836
Variation des dettes d'exploitation	825	2 630
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	- 7 825	- 4 206
Flux net de trésorerie lié à l'activité	- 2 913	4 273
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Capex R&D	- 2 409	- 4 797
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	- 3 160	- 2 092
Cessions ou diminutions d'immobilisations incorporelles et corporelles	234	
Variation des immobilisations financières	924	469
Ecarts d'acquisition filiales	- 615	- 582
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	- 5 026	- 7 002
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Remboursement d'emprunt	- 796	- 873
Souscription d'emprunt	4 001	1 933
Augmentation de capital		13 700
Frais sur opération de capital		- 311
Autres variations - actions propres	87	- 452
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	3 292	13 997
Incidence des variations de taux de change	665	399
Variation de trésorerie	- 3 982	11 667
Trésorerie d'ouverture	18 414	6 747
Trésorerie à la clôture	14 432	18 414
Variation de trésorerie	- 3 982	11 667

ANNEXE

GROUPE MGI AU 30 JUIN 2015

Faits caractéristiques de l'exercice

La société MGI dans le cadre de sa stratégie industrielle a intégré dans le groupe la société KORA PACKMAT à compter du 1^{er} janvier détenu à 98,70%.

Nature et description de l'activité

Le groupe MGI propose une gamme complète de systèmes d'impressions numériques à destination des professionnels de l'imprimerie et des arts graphiques.

Le groupe est composé au 30 juin 2015 des sociétés suivantes :

- La SA MGI au capital de 5 503 660€ ayant son siège social au 4 rue de la Méridienne, 94260 Fresnes, est la société mère, fabrique des solutions d'impression numérique,
- La société MGI US au capital de 4 763 926\$, commercialise des équipements professionnels d'impressions et son siège social se situe au 3143 Skyway Circle à Melbourne Floride Etats-Unis, elle est détenue à 100%,
- La SARL DESCARTES TECHNOLOGIES, au capital de 50 000€, est un fabricant de presses, et son siège social se situe au 2 rue Pierre Pascault à Descartes 37160, elle est détenue à 99,00 %,
- La SA CERADROP, au capital de 669 000€, est spécialisée dans la conception et la commercialisation d'équipements professionnels d'impression jet d'encre pour l'électronique imprimée, son siège social se situe au 32 rue Soyouz – Parc Ester à Limoges, elle est détenue à 100 %,
- La société KORA PACKMAT, au capital de 2 276 281€, est spécialisée en mécanique et commercialise les équipements auprès de professionnels, son siège social se situe au 18 Gewerbestr à Villingendorf en Allemagne, elle est détenue à 98,70%,
- La SAS INKJET, au capital de 100 000€, est spécialisée dans le conseil, son siège social se situe au 10 avenue du maréchal Joffre, 92190 MEUDON, elle est détenue à 25 %.

Référentiel comptable

Les comptes consolidés de la société MGI SA présentés ont été préparés pour les besoins du marché Alternext.

MGI SA a opté pour une présentation des comptes consolidés selon les principes comptables généralement admis en France. Les dispositions du règlement n°99.02 du Comité de Réglementation Comptable, homologué le 22 juin 1999, et complété par le CRC 2005-10, sont appliquées.

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base des comptes au 30 juin 2015 en harmonie avec les principes comptables retenus par le groupe.

Principes comptables

Les principes comptables appliqués pour l'établissement des comptes consolidés au 30 juin 2015 sont identiques à ceux utilisés dans les comptes consolidés établis au 31 décembre 2014.

Modalités de consolidation

Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation retenues par la société MGI sont les suivantes :

- Sont consolidées par intégration globale, les sociétés dans lesquelles MGI exerce un contrôle exclusif directement ou indirectement,
- Sont consolidées par mise en équivalence les sociétés dans lesquelles MGI exerce une influence notable et détient directement ou indirectement plus de 20%.

L'intégration globale consiste à :

- intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits « intérêts minoritaires » ;
- éliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

La mise en équivalence consiste à :

- substituer à la valeur comptable des titres détenus, la quote-part des capitaux propres, y compris le résultat de l'exercice déterminé d'après les règles de consolidation ;
- éliminer les profits internes intégrés entre l'entreprise mise en équivalence et les autres entreprises consolidées à hauteur du pourcentage de participation dans l'entreprise mise en équivalence.

Les comptes consolidés sont établis sur la base des comptes intermédiaires des sociétés du Groupe au 30 juin 2015.

Les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes entre ces sociétés ont été éliminées dans les comptes consolidés.

Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés comprennent les sociétés suivantes :

Nom de la société	Méthode de consolidation	Intérêts (%)	Contrôle (%)	Pays d'activité
MGI SA	Société Mère	N/A	N/A	France
MGI USA Inc	Intégration Globale	100 %	100 %	Etats unis
DESCARTES TECHNOLOGIES	Intégration Globale	99 %	99 %	France
CERADROP	Intégration Globale	100 %	100 %	France
GAMMA	Intégration proportionnelle	50.5%	50,5%	France
KÖRA-PACKMAT	Intégration Globale	98,7 %	98,7 %	Allemagne
INKJET TECHNOLOGY	Mise en équivalence	25 %	25 %	France

Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires correspondent à la part des tiers dans les capitaux propres et le résultat de chaque société consolidée par intégration globale.

Lorsque la part revenant aux intérêts minoritaires dans les capitaux propres d'une entreprise consolidée devient négative, l'excédent ainsi que les pertes ultérieures imputables aux intérêts minoritaires sont supportés par le Groupe.

Recours à des estimations

Pour établir ces informations financières, la direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La direction du groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer des estimations présentes en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations faites par la direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation des écarts d'acquisition ainsi que leur durée d'utilité retenue, la valorisation des actifs incorporels, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, ainsi que des hypothèses retenues pour les impôts différés.

Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition correspondent à l'écart calculé entre :

- le coût d'acquisition des titres de participation des sociétés consolidées
- la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans les capitaux propres à la date d'acquisition.

Cet écart est prioritairement affecté aux actifs et passifs identifiés de l'entreprise acquise de telle sorte que leur contribution au bilan consolidé soit représentative de leur juste valeur et l'écart résiduel est inscrit en écart d'acquisition

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif immobilisé et font l'objet d'un amortissement selon un plan préalablement défini, sur une durée déterminée en fonction des objectifs retenus lors de l'acquisition, allant de 5 à 20 ans.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de perte de valeur au moins une fois par an lors de la clôture des comptes ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur. Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est obtenue selon la même méthode que celle utilisée au moment des acquisitions décrite ci-dessus.

Lorsque les tests effectués mettent en évidence une perte de valeur, celle-ci est comptabilisée afin que la valeur nette comptable de ces actifs n'excède pas leur valeur recouvrable. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'actif (ou groupe d'actifs), une perte de valeur est enregistrée en résultat pour le différentiel.

Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits au passif en provision pour risques et charges et font l'objet dans le cas où ils correspondraient à une prévision de pertes futures à une reprise par résultat étalée dans le temps selon un rythme prédéfini. Dans le cas où ils ne correspondent pas à des risques identifiés, ils sont repris en résultat de l'année d'acquisition.

Méthodes et règles d'évaluation

Les principes et méthodes appliqués par le groupe MGI France sont les suivants :

Conversion des états financiers et des transactions libellés en monnaie étrangère.

Les bilans des Sociétés étrangères sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice à l'exception des composantes de la situation nette, qui sont converties aux cours historiques. Les comptes de résultat sont convertis au taux moyen de l'exercice. Les différences de conversion en résultant sont inscrites directement dans les capitaux propres en réserve de conversion.

Les opérations en devises sont converties au taux du jour de la transaction. Les dettes et créances libellées en devises sont converties au cours en vigueur à la date d'établissement des comptes.

Les différences de change dégagées à cette occasion sont comptabilisées en compte de résultat.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations incorporelles sont composées de :

- dépenses de recherche et développement sur projets en cours non encore commercialisés
- logiciels
- brevets
- Les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues, à l'exception des frais de développement inscrits en immobilisations lorsque les conditions d'activation répondant strictement aux critères suivants sont réunies :
 - le produit ou le processus est clairement identifié et les coûts imputables à ce produit ou ce procédé peuvent être individualisés et mesuré de façon fiable,
 - faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente,
 - intention du Groupe d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre,
 - capacité de celui-ci à utiliser ou à vendre cette immobilisation incorporelle,
 - probabilité que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs,
 - disponibilité de ressources techniques, financières et autres appropriées afin d'achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle.

Les développements portent sur un projet principal qui vise à développer une solution d'impression numérique grand format, sur tout support en technologie jet d'encre. Le projet intègre le développement de logiciels de pilotage et de gestion d'impression associés.

- Les logiciels acquis sont amortis sur le mode linéaire de 1 à 3 ans.
- Les brevets sont amortis sur le mode linéaire sur 5ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations dont le groupe dispose au travers de contrats de crédit-bail sont comptabilisées comme des acquisitions en pleine propriété. Ces immobilisations sont amorties selon la méthode décrite ci-dessus et la dette correspondante figure au passif.

Ces immobilisations corporelles comprennent entre autre les frais de développement liés à des plateformes expérimentales de familles de machines déjà commercialisées et en cours d'amortissement. Ces plateformes sont amorties sur 9 ans.

Les amortissements sont calculés sur le mode linéaire sur la durée d'utilisation probable des différentes catégories d'immobilisations. Ces durées sont principalement les suivantes :

Constructions :	linéaire sur 10 et 15 ans.
Matériel de production :	linéaire sur 2 à 10 ans.
Matériel de bureau et informatique:	linéaire sur 3 à 5 ans.
Mobilier de bureau :	linéaire sur 5 à 10 ans.
Agencements, installations :	linéaire sur 5 à 12 ans.
Matériel de transport :	linéaire sur 2 à 5ans.
Plateformes expérimentales	linéaire sur 9 ans.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont représentatives de prêts ainsi que de dépôts et de cautionnements, comptabilisées à leur valeur historique.

Titres mis en équivalence

Le principe général de mise en équivalence des comptes d'une entreprise consiste à substituer, dans le bilan consolidé, à la valeur comptable des titres de l'entreprise mise en équivalence, la part des capitaux propres (y compris le résultat de l'exercice) de cette entreprise, déterminés d'après les règles de consolidation. Cette quote-part de capitaux propres retraités est portée sur une ligne distincte du bilan consolidé intitulée « Titres mis en équivalence ».

Le compte de résultat consolidé doit reprendre, sur une ligne spécifique intitulée « Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence », la fraction du résultat net de l'entreprise mise en équivalence, déterminée d'après les règles de consolidation.

En l'absence de précision complémentaire des textes spécifiques aux comptes consolidés, les titres mis en équivalence sont généralement évalués conformément aux principes généraux d'évaluation des titres de participation, au plus faible des deux montants suivants :

- valeur comptable consolidée des titres mis en équivalence, celle-ci comprenant, le cas échéant, la valeur comptable de l'écart d'acquisition, même si celui-ci est comptabilisé sur une ligne séparée ;
- valeur d'utilité des titres mis en équivalence, celle-ci représentant ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir cette participation si elle avait à l'acquérir.

Aucune dépréciation des titres mis en équivalence n'a été comptabilisée dans les comptes consolidés.

Stocks

Les stocks sont constitués à la fois de stations d'impression numériques, de produits en cours de réalisation et de consommables.

Les encours de production et les produits finis sont valorisés au coût de production qui comprend le cout de consommation de matières premières, les coûts de main d'œuvre et les coûts de sous-traitance.

Les stocks de matières premières et de marchandises sont valorisés suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

Clients et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale, une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est devenue inférieure à la valeur comptable.

La Société commercialise ses services auprès d'une clientèle composée pour l'essentiel de professionnels de l'imprimerie, reprographie et grands comptes. La société évalue périodiquement le risque crédit et la situation financière de ses clients et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables.

De plus pour chaque nouveau client et pour son chiffre d'affaires consommables une demande d'agrément plafonnée à 16 000 € HT est présentée à notre compagnie d'assurance.

Trésorerie

La société possède des comptes libellés en devises. Il est procédé à leur conversion au taux de clôture de l'exercice.

Les écarts de change (produits ou charges) sont comptabilisés dans le résultat de l'exercice.

Actions propres

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société consolidante. Les actions propres détenues par MGI sont portées en déduction des capitaux propres consolidés et les résultats afférents sont éliminés du compte de résultat consolidé.

Avances conditionnées

Lorsque la société perçoit des avances remboursables en vue de faciliter le lancement d'études de développement et de fabrication de certains matériels, elles sont comptabilisées en « Emprunts et dettes assortis de conditions particulières » présentées au bilan dans la rubrique « Avances conditionnées BPI ».

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est composé des éléments suivants :

- Ventes de matériel (stations d'impression numérique)
- Prestations de services (maintenance, formation...)
- Ventes de marchandises (consommables, matériel informatique)

Le chiffre d'affaires issu de la vente de matériels et de marchandises est reconnu à la livraison ou à la mise à disposition à l'usine s'agissant de ventes aux distributeurs.

Le chiffre d'affaires issu de la maintenance et du SAV est reconnu prorata temporis sur la durée du contrat. Ce principe entraîne la constatation de produits constatés d'avance pour la partie de la facturation relative à la période postérieure à la date de clôture.

Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non-réurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du groupe.

Impôt sur les sociétés

Impôt exigible

L'impôt exigible correspond à l'impôt dû par les sociétés du groupe MGI. Cet impôt est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable suite aux réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux d'impôt voté à la date de clôture.

Impôts différés

Les impôts différés sont constatés :

- à la clôture lorsqu'il existe une situation fiscale latente et que la situation fiscale de la société le permet. Des impôts différés sont calculés sur les différences temporaires provenant de l'écart entre la base fiscale et valeur comptable des actifs et passifs, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable.
Les pertes fiscales reportables donnent lieu à comptabilisation d'un impôt différé actif lorsque leur récupération est fortement probable. Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ses actifs, il est notamment tenu compte des prévisions de résultats fiscaux futurs.
- à la suite des retraitements effectués sur les comptes consolidés.

Conformément à la méthode du report variable, les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés, actifs ou passifs, sont compensés entre eux au niveau de chaque entité fiscale et sont portés pour leur montant net, au passif ou à l'actif.

Information sectorielle

La nature de l'activité du groupe MGI permet de définir les secteurs suivants :

- le premier niveau d'information sectoriel est organisé par secteur géographique sur la base de la localisation de ses clients France et International.
- le second niveau d'information sectoriel est organisé par secteur d'activité : imprimantes, consommables et services.

Crédits d'impôt

- **Crédit d'impôt recherche**

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt.

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et est comptabilisé en produit d'exploitation. Ce dernier est imputé sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de recherche ont été encourues. Le crédit d'impôt non imputé est reportable, en régime de droit commun, sur les trois années suivant celle au titre de laquelle il a été constaté. La fraction non utilisée à l'expiration de cette période est remboursée à l'entreprise.

Le crédit d'impôt recherche est comptabilisé en autres produits d'exploitation dans les comptes consolidés.

- **Compétitivité de l'emploi**

Conformément à la recommandation de l'autorité des normes comptables, le produit correspondant au crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) a été comptabilisé en moins des charges de personnel.

Résultat par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé – part du groupe – se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice (à l'exclusion des actions propres déduites des capitaux propres).

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère en tenant compte des instruments dilutifs ayant déjà été émis.

Note 1 : Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition peuvent être résumés comme suit :

Il s'agit d'un écart d'acquisition dégagée lors de l'achat des titres Kora Packmat.

Au cours du deuxième semestre 2011, la société MGI SA a acquis 35% du capital social de la société Kora Packmat.

Début 2015, la société MGI SA a acquis 63,70% du capital social de la société Kora Packmat. ce qui porte sa participation à 98,70%.

Cette opération a généré un écart d'acquisition d'un montant de 1 197K€.

Cet écart est amorti sur une durée de 15 ans. Son amortissement au 30 juin 2015 est de 40K€.

Date	Brut	Amort. Semest.	Amort. Except	Ecart d'acquisit.net
30/06/2015	1 197	- 40		1 157

Note 2 : Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se composent comme suit (en milliers d'euros):

	31/12/2014	Augmentations		Diminutions	30/06/2015
		Kora 01/01/15	exercice 2015		
Immobilisations incorporelles en cours	15 316	-	2 337		17 653
Frais d'établissement	-				-
Logiciels & Brevets	912	4 312	163		5 387
Fonds de commerce	27	-		-	27
Autres immobilisations Incorporelles	24	-		-	24
Total	16 279	4 312	2 500	-	23 091
Amortissements	- 513	- 1 921	- 214		- 2 648
Valeurs nettes	15 766				20 443

Note 3 : Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles se composent comme suit (en milliers d'euros):

	30/06/2015			31/12/2014
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Constructions	422	- 128	294	303
Installation tech, mat et outillages	14 778	- 8 499	6 279	6 646
Autres immobilisations corporelles	1 965	- 480	1 485	1 618
Immobilisations financées par crédit bail	206	- 157	49	78
Immobilisations corporelles en cours			-	-
Total	17 371	- 9 264	8 107	8 645

L'évolution des immobilisations corporelles s'analyse comme suit (en milliers d'euros):

	31/12/2014	Augmentations		Diminutions	Ecart de change	30/06/2015
		Kora 01/01/15	exercice 2015			
Valeurs brutes	15 882	1 616	81	- 234	26	17 371
Amortissements	- 7 237	- 1 356	- 850	199	- 20	- 9 264
Valeurs nettes	8 645	260	- 769	- 35	6	8 107

Note 4 : Immobilisations financières

Les immobilisations financières s'analysent comme suit (en milliers d'euros):

	31/12/2014	Augmentations		diminutions	Retraitement	30/06/2015
		Kora 01/01/15	exercice 2015			
Immobilisations financières	1 475	367	31	- 1 210	-112	551

Les immobilisations financières sont essentiellement représentatives de dépôts et cautionnements données en garantie des loyers des locaux.

Au 1er janvier 2015, la prise de participation de la société MGI SA dans la société Kora Packmat, s'est traduite par la conversion des prêts convertibles en titres de participation.

Note 5 : Titres de participation mis en équivalence

(en milliers d'euros):

	31/12/2014	augmentations	diminutions	Reclassement	30/06/2015
Titres de participation mis en équivalence	29				29

Ces titres sont composés uniquement de la participation à hauteur de 25% dans le capital social de la société INKJET pour un montant de 29K€

Note 6 : Stocks

Les stocks s'analysent comme suit (en milliers d'euros):

	30/06/2015			31/12/2014
	Valeurs brutes	Dépréciation	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Marchandises	6 783		6 783	4 530
Produits Intermédiaires et finis	12 638	- 252	12 386	8 658
Total	19 421	- 252	19 169	13 188

Note 7 : Clients

Le détail du compte clients et comptes rattachés est le suivant (en milliers d'euros):

	30/06/2015	31/12/2014
Créances clients	7 241	4 921
Provisions sur créances douteuses	- 50	- 49
Total	7 191	4 872

Note 8 : Autres créances

L'ensemble de ces créances s'analyse comme suit (en milliers d'euros):

	30/06/2015	31/12/2014
TVA déductible, créances fiscales et sociales	1 182	852
Crédit d'impôts recherche et acomptes IS	2 181	2 350
Acomptes fournisseurs et autres créances	633	758
Total	3 996	3 960

Le poste crédit d'impôt recherche et acompte IS se décompose de la manière suivante :

CIR 2015	1 018
CIR 2014	1 042
Autres crédits d'impôts	121
	2 181

Le poste acomptes fournisseurs et autres créances se décompose de la manière suivante :

Avances fournisseurs	241
Subventions à recevoir	283
Autres	109
	633

Note 9 : Impôts différés actifs

L'impôt différé actif s'analyse comme suit (en milliers d'euros):

	30/06/2015	31/12/2014
Base - Retraitements de consolidation	1 788	1 422
Base- Ecart sur valeur d'acquisition	39	-
Total base fiscale différée	1 827	1 422
Impôts différé actif	609	474

Note 10 : Ventilation des créances

Etat des créances	Total	<1 an	>1 an	>5 ans
Autres immobilisations financières	551			551
Avances et acomptes versés fournisseurs	241	241		
Créances clients et comptes rattachés	7 172	7 172		
Clients douteux	68		68	
Personnel	2	2		
Organismes sociaux	5	5		
Etat	3 363	3 363		
Subventions à recevoir	283	276	7	
Débiteurs divers	103	103		
Charges constatées d'avance	343	343		
Totaux	12 131	11 505	75	551

Note 11 : Disponibilités

Le détail des disponibilités ressort comme suit (en milliers d'euros):

	30/06/2015	31/12/2014
Comptes à terme	1 275	1 683
Comptes bancaires en €	11 191	12 171
Comptes bancaires en devises	1 966	4 560
Total	14 432	18 414

Les comptes bancaires en devises sont convertis au taux de clôture.

Note 12 : Charges constatées d'avance

Le détail des charges constatées d'avance ressort comme suit (en milliers d'euros)

Celles-ci sont essentiellement constituées de :

	30/06/2015	31/12/2014
Foires et salons	88	52
Autres charges d'exploitation	255	184
Total	343	236

Note 13 : Capital social

Le capital social est composé de 5 503 660 actions d'une valeur de 1 €

	31/12/2014	nombre d'actions créés	30/06/2015
Nombre d'actions	5 503 660	-	5 503 660

	31/12/2014	augmentation	30/06/2015
Capital social	5 503 660	-	5 503 660
Primes d'émission	19 991 094		19 991 094

Actions propres

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société consolidante. Les actions propres détenues par MGI sont portées en déduction des capitaux propres consolidés et les résultats afférents sont éliminés du compte de résultat consolidé.

Au 30 juin 2015, la société MGI détenait 17 747 actions acquises pour un montant de 365 336€, le résultat y afférant est de 3 732€.

Capital potentiel

L'assemblée générale extraordinaire du 14 novembre 2013 a émis 51 567 BSA au prix de 16,43€ par action. Ces bons seront exerçables sous conditions à compter de l'exercice 2019.

Note 14 : Avances conditionnées BPI

Dans le cadre de sa recherche la société a bénéficié de différentes avances conditionnées (en milliers d'euros):

	31/12/2014	souscription	remboursement	30/06/2015
Avances conditionnées BPI	2 910			2 910

Note 15 : Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'analysent comme suit (en milliers d'euros):

	30/06/2015	31/12/2014
Provisions pour risques et charges explt		1
Provisions pour pension	274	267
Total	274	268

La méthode retenue pour le calcul de l'engagement en matière de retraite est la méthode des unités de crédit projeté.

Elle retient comme base le salaire de fin de carrière, les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée . Les paramètres financiers retenus sont les suivants :

- Taux IBOXX Corporates AA : 2,06%
- Revalorisation des salaires pour les cadres et non cadres de 2%
- Charges sociales patronales de 42%
- Départ volontaire à la retraite 100%
- Mobilité des actifs avec un turnover moyen
- Probabilité de survie : table INSEE 2014

Note 16 : Emprunts et dettes financiers

Les emprunts et dettes financiers du groupe sont les suivants (en milliers d'euros):

	31/12/2014	souscription	remboursement	30/06/2015
Emprunts auprès des établist de crédits *	3 030	4 000	- 736	6 294
Intérêts courus sur emprunts	31	1	- 31	1
Dettes de crédit bail	78		- 29	49
Total	3 139	4 001	- 796	6 344

* hors BPI av conditionnées

Echéancier des emprunts au 30-juin-15	Emprunts auprès des établis crédits	Crédit bail	total
Moins d'un an	1 601	49	1 650
Entre 1 et 5 ans	4 643		4 643
Plus de 5 ans	51	-	51
Total	6 295	49	6 344

Note 17 : Dettes

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Le détail du compte fournisseurs et comptes rattachés est le suivant (en milliers d'euros):

	30/06/2015	31/12/2014
Dettes fournisseurs	3 435	4 006
Fournisseurs factures non parvenues	684	470
Total	4 119	4 476

L'ensemble des dettes fournisseurs e comptes rattachés a une échéance inférieure à un an.

Dettes sociales et fiscales

Le détail des dettes sociales et fiscales est le suivant (en milliers d'euros):

	30/06/2015	31/12/2014
Dettes envers le personnel	715	313
Dettes fiscales et sociales	1 442	1 370
Total	2 157	1 683

L'ensemble des dettes sociales et fiscales a une échéance inférieure à un an.
Elles sont constituées pour l'essentiel, de la provision pour congés payés, des charges sociales du mois de juin et celles du 2 ème trimestre en ce qui concerne les caisses de retraite.

Autres dettes

Le détail des autres dettes est le suivant (en milliers d'euros):

	30/06/2015	31/12/2014
Acomptes clients sur commandes	1 355	763
Avance COFACE et divers	174	183
Total	1 529	946

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance sont constitués des contrats de maintenance liés à la vente de nos équipements, retenus au protara temporis sur la durée des contrats (en milliers d'euros):

	30/06/2015	31/12/2014
Contrats de maintenance	224	169
Equipements et services	5	4
Total	229	173

Note 18 : Informations sectorielles

Le tableau ci-dessous résume de manière synthétique la répartition du chiffre d'affaires (en milliers d'euros):

par secteur géographique

	30/06/2015	%	31/12/2014	%
CA France	5 412	24%	9 743	28%
CA Export	16 903	76%	24 609	72%
Total	22 315	100%	34 352	100%

par secteur d'activité

	30/06/2015	%	31/12/2014	%
CA Equipements	15 340	69%	24 970	73%
CA Consommables et services	6 975	31%	9 382	27%
Total	22 315	100%	34 352	100%

Note 19 : Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation (hors CIR) se décomposent comme suit (en milliers d'euros):

	30/06/2015	31/12/2014
Production stockée	2 564	2 176
Production Immobilisée	2 409	4 797
Subvention d'exploitation	148	188
Reprise de provisions		73
Transfert de charges	2	13
Crédit d'impôt recherche	1 018	1 859
Autres produits	66	18
Total	6 207	9 124

La production immobilisée pour un montant de 2 409K€ représente le coût des plateformes expérimentales développées pour la période.

Note 20 : Autres charges externes

Les achats et charges externes se composent pour l'essentiel de (en milliers d'euros):

	30/06/2015	31/12/2014
Publicité et salons	375	1 038
Loyers	780	1 010
Honoraires	190	361
Frais de commercialisation	1 782	4 526
Transport marchandises et déplacements	1 033	1 503
Divers	730	928
Total	4 890	9 366

Note 21 : Dotations aux provisions d'exploitation

Les dotations aux provisions d'exploitation se décomposent comme suit (en milliers d'euros):

	31/12/2014	dotation	reprise	écart de change	30/06/2015
Dépréciation client	49	1			50
Dépréciation stock	181	72			253
Provision pension retraite	266	8			274
Total	496	81	-	-	577

Note 22: Résultat financier

Le résultat financier est essentiellement composé de (en milliers d'euros):

	30/06/2015	31/12/2014
Différence de change	39	- 33
Produits et charges financiers autres	52	203
Total	91	170

Note 23: Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est essentiellement composé de (en milliers d'euros):

	30/06/2015	31/12/2014
Produits et charges sur exercice ant.		-
Produits et charges exceptionnels	- 92	- 1
Reprise de provision pour risques	-	-
Total	- 92	- 1

Note 24 : Impôts sur les sociétés

Impôts différés (en milliers d'euros)

	30/06/2015	31/12/2014
Retraitements consolidés	402	80
Base	402	80
Impôts différés	134	27

Le taux d'impôt sur les sociétés est de 33,33%

Impôts exigibles (en milliers d'euros)

	30/06/2015	31/12/2014
Impôts société	1 300	2 091
Impôts exigibles (en milliers d'euros)	1 300	2 091

Note 25 : Autres informations

* REMUNERATIONS ET HONORAIRES ALLOUES AUX ORGANES DE DIRECTION

(en milliers d'euros)

	30/06/2015	31/12/2014
Rémunérations	461	872
Total	461	872

Note 26: EFFECTIF MOYEN DU GROUPE

L 'effectif moyen du groupe se décompose comme suit :

	30/06/2015	31/12/2014
Cadres	62	50
Non Cadres	97	45
Total	159	95

Kora n'étant pas consolidé au 30 juin 2014, son effectif représente 52 personnes au 30 juin 2015,

Note 27: FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les dépenses effectuées au titre de la recherche et du développement sur le semestre sont d'un montant de 3 478K€, soit 15,6% du CA consolidé du groupe. Cette recherche est activée pour un montant de 2 409K€ (CAPEX), le solde pour un montant de 1 069K€ reste comptabilisé en charge. A ces dépenses, s'ajoute une dotation aux amortissements des plateformes expérimentales commercialisées pour un montant de 703K€.

Le groupe a calculé un CIR arrêté au 30 juin 2015 d'un montant de 1 018K€, il est comptabilisé en produit et participe au financement de la recherche comptabilisée en charge.

(en milliers d'euros)

	30/06/2015	31/12/2014
Dont Capex (frais de développement capitalisé)	2 409	4 797
Dont frais pris en charges	1 069	2 046
Total Dépenses R&D financées s/exercice	3 478	6 843
Dépenses de R&D en % du CA net	15,59%	19,90%

Dotations aux amort des frais de R&D capitalisés sur les exercices précédents	703	1 467
---	-----	-------

28- Impôts et preuve d'impôt (en milliers d'euros)

	30/06/2015
Résultat consolidé des sociétés intégrées avant IS	4 935
IS théorique à 33,33%	1 645
IS groupe comptabilisé	- 1 166
Ecart	479
Décomposition de l'écart	
Non reconnaissance d'actifs d'impôts	299
Incidence des déficits reportables	220
Incidence des différences permanentes	- 7
Contribution sociale	- 22
Autres décalages	- 11
Impôt courant	
Ecart	479

29 - Résultat par action (en euros)

	2015 30-juin	2014 31-déc
Résultat net	3 724 705	6 276 000
Nombre d'actions	5 503 660	5 503 660
Actions propres à déduire	- 17 747	- 20 919
	5 485 913	5 482 741
Nombre d'actions théorique issu de l'exercice potentiel des BSA en circulation	51 567	51 567
Total des actions dilué tenant comptes des instruments en circulation	5 537 480	5 534 308
Résultat par action (en €)	0,68	1,14
Résultat par action dilué	0,67	1,13

30 - Engagements financiers (en milliers d'euros)

ENGAGEMENTS DONNES	MONTANT
Effets escomptés non échus	néant
Autres engagements : nantissement du fonds de commerce	
BANQUE T	982
BANQUE B	4 739
	5 721

31 - Cautions - Garantie première demande (en milliers d'euros)

CAUTIONS	DATE DEBUT	DATE FIN	MONTANT
KORA - C ILLIES AND CO	13/03/2015	22/07/2015	93
KORA - KRONES AG	25/03/2015	05/07/2015	23
KORA - LOHMANN & RAUSCHER	18/06/2015	29/08/2015	164
KORA - FRESENIUS MEDICAL CARE	22/06/2015	21/08/2015	29
			309

32- Transactions entre les parties liées

Les transactions entre les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché. A ce titre, elles ne nécessitent pas d'informations complémentaires visées à l'article R.123-198 11°.